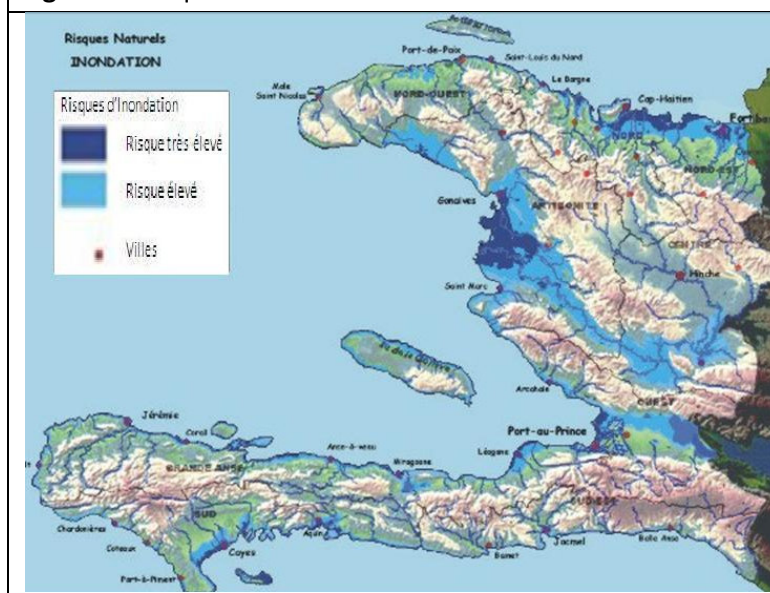


Résumé Exécutif

- Les experts de la *National Oceanographic and Atmospheric Administration* (NOAA) prévoient que le niveau d'activité de la saison cyclonique (1^{er} juin-30 novembre) sera inférieur à la moyenne. Ils anticipent quand même onze tempêtes tropicales et six cyclones dont deux d'intensité majeure. Ces derniers pourraient avoir un impact très lourd, surtout dans la péninsule Sud, la plus exposée aux cyclones, et dans les zones côtières ou de plaine, les plus exposées aux inondations (Figure 1).
- De par sa position géographique et son relief, Haïti est très exposée, et devient de plus en plus vulnérable, aux cyclones et aux inondations. Les impacts de ces aléas entravent son développement et aggravent son insécurité alimentaire. Des dispositions sont en train d'être prises, sous la coordination de la Direction de la Protection Civile, pour améliorer la qualité et la rapidité des réponses aux catastrophes. Des actions telles que la protection de la ville des Gonaïves sont aussi en cours.
- Les pluies abondantes de la saison agricole qui s'achève ont entraîné une bonne récolte, estimée supérieure de 25% à celle de la saison équivalente de 2008.
- Les prix des produits alimentaires de base importés restent en général stables par rapport au mois précédent. De même, il est observé une plus grande disponibilité de produits locaux sur le marché, notamment le haricot, dont le prix a baissé significativement (Figure 4). Cette tendance à la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés locaux ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire durant le mois de juin. Le nombre de personnes estimées en état d'insécurité alimentaire est en effet passé de 2.1 millions, en mai 2009, à 1.9 millions à la mi-juillet.
- Vu la situation de la vulnérabilité courante et chronique du pays, il est recommandé au Gouvernement et à ses partenaires de: 1) renforcer la coordination intersectorielle pour une meilleure préparation aux désastres et la planification de la réponse aux urgences, afin de répondre aux catastrophes futures ; 2) rendre opérationnel et renforcer le schéma directeur d'aménagement des bassins versants élaboré par le Ministère de l'Environnement et ses partenaires ; 3) Soutenir techniquement et financièrement les programmes à court et moyen terme de réduction de la vulnérabilité.

Figure 1 : Risques d'inondations



Source : OXFAM

Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes :



CNSA : www.cnsahaiti.org
FEWS NET Haïti : haiti@fews.net;
www.fews.net



Union Européenne
CNSA 7, Delmas 99, PAP Haïti
Tél-Fax. : (509) 237-3055
2257-6333 ; 2527-2633

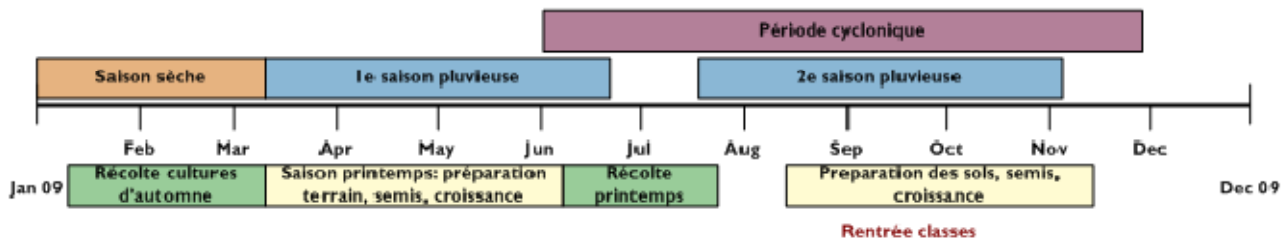


FEWS NET Washington
1717 H St NW
Washington DC 20006



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, WFP) et FEWS NET (USAID).

Calendrier saisonnier et événements significatifs



Risques et Désastres en Haïti

De par sa position géographique et son relief accidenté, Haïti est exposée à plusieurs aléas ou menaces naturelles, notamment ceux d'origine hydrométéorologique (cyclones, sécheresses) et géotechnique (tremblements de terre, tsunamis, glissements de terrain, éboulements). Cette vulnérabilité est exacerbée par l'état de pauvreté de la population, des problèmes de gouvernance, des lacunes en matière d'aménagement de l'espace rural et urbain et surtout de l'exploitation anarchique des ressources naturelles.

La situation environnementale actuelle pourrait être résumée comme suit : couverture forestière inférieure à 3 pourcent, 25 des 30 bassins versants sont fortement ou complètement déboisés; en milieu agricole, l'érosion a réduit l'étendue des surfaces cultivables et leur productivité, interfère avec les systèmes d'irrigation; plus de 50 pourcent du territoire, essentiellement les zones de pente, sont soumis à des risques élevés d'érosion et pas moins de 6 pourcent des terres seraient actuellement atteintes d'érosion irréversible.

Cette combinaison d'aléas et de grande vulnérabilité du pays explique pourquoi les désastres font régulièrement des milliers de victimes et causent des dégâts matériels énormes. A cause de la répétition d'impacts et de dégradation de l'environnement, un événement majeur n'est plus nécessaire pour causer des dégâts importants. Et, la situation est appelée à s'aggraver à l'avenir en raison de l'augmentation et de la concentration des biens exposés, des changements climatiques, de la réactivation des foyers sismiques, etc.

Haïti est un pays à haut risque; l'indice de risque de catastrophes naturelles est parmi les plus élevés au monde et le plus élevé dans la région (Haïti: 12.96 ; République Dominicaine: 2.79; États Unis d'Amérique: 2.49 ; Jamaïque: 1.45; Cuba: 0.16) (source : La réduction des risques de catastrophes: Un défi pour le développement. PNUD Rapport Mondial 2004). Autrement dit, si un même nombre de cyclones touche la même quantité de personnes dans ces pays, l'on peut s'attendre par exemple à 80 fois plus de décès en Haïti qu'à Cuba. Un nombre de décès de plus de 2000 en Haïti contre zéro (0) à Cuba au passage du cyclone Jeanne confirme cette vulnérabilité extrême.

Impact des désastres sur la croissance économique

Les désastres répétitifs constituent un frein significatif à la croissance économique du pays, et, partant, contribuent à aggraver la précarité des conditions socio-économiques de la population. En effet, du fait de leurs conséquences sur les personnes, les biens et l'environnement, ils font perdre rapidement à l'économie des gains de croissance importants. L'impact des dégâts de la seule catastrophe Jeanne en 2004 s'évalue à 7 pourcent du PIB, 18 pourcent de l'investissement interne et 6 pourcent de la dette externe (source : Le cyclone Jeanne en Haïti : dégâts et effets. CEPALC, 2005). Quatre cyclones majeurs, en moins d'un mois, ont affecté la République d'Haïti au cours de l'année 2008. Ils ont touché neuf des dix départements géographiques du pays et ont causé des dégâts majeurs dans tous les secteurs : la population (800 000 sinistrés environ, soit 7.8 pourcent de la population totale), l'agriculture, le commerce, l'industrie et les transports. La totalité des dommages et des pertes recensés a été évaluée à environ 900 millions de dollars américains, soit 14,6 pourcent du PIB d'Haïti en 2007 (source : Rapport d'Évaluation des Besoins après Désastres ; MPCE, Novembre 2008).

Impact des désastres sur la sécurité alimentaire

Les désastres enregistrés en Haïti ne sont pas sans conséquence sur la sécurité alimentaire et la pauvreté. Les dommages et les pertes causés par les cyclones de l'année 2008 dans le seul secteur agricole ont représenté environ 4 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB), réduisant ainsi les effets multiplicateurs des investissements consentis dans ce secteur. Ces dégâts incluaient non seulement les pertes de production végétale et animale, mais aussi la destruction d'infrastructures agricoles. Ceci a réduit la part de l'offre locale dans la disponibilité alimentaire et renforcé la dépendance du pays des importations et de l'aide alimentaire. En effet, le dernier bilan alimentaire (CNSA, 2008), dressé pour l'année 2008, montre que les importations alimentaires, la production locale et l'aide alimentaire s'élevaient respectivement à 52 pourcent, 42 pourcent et 6 pourcent, contre 48 pourcent, 47 pourcent et 5 pourcent respectivement en 2007.

A côté des effets des catastrophes naturelles sur la production agricole, les désastres ont eu également des répercussions sur l'accessibilité des ménages aux aliments. Suite aux inondations, les prix des aliments et d'autres biens ont beaucoup augmenté dans les zones sinistrées, en raison de l'effondrement de ponts et des éboulements sur les routes qui rendent leur approvisionnement difficile. De plus, avec les biens de production emportés et les infrastructures agricoles et routières endommagées, les activités agricoles et non agricoles ralentissent avec de lourdes conséquences sur les conditions de vie des ménages (pertes d'emploi et de revenus, décapitalisation, réduction des moyens de subsistance).

Enfin, en raison de la destruction ou de la contamination des systèmes d'approvisionnement en eau potable, et de la pollution de l'environnement, les désastres peuvent compromettre l'innocuité des aliments et entraîner de graves problèmes sanitaires (maladies respiratoires, malnutrition, diarrhée, malaria, infections cutanées, maladie des animaux, etc.).

Les pauvres sont très souvent les principales victimes des catastrophes naturelles, car ils vivent dans des zones marginales directement exposées aux changements environnementaux. Leurs moyens financiers limités ne leur permettent pas de bien s'en prémunir. Ces ménages peuvent sombrer dans une situation de plus grande pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Progrès dans la gestion des désastres

L'obtention d'une croissance rapide et durable de l'économie haïtienne dans les années à venir présuppose une réduction des catastrophes. Etant donné qu'il n'est pas possible de réduire l'exposition d'Haïti aux aléas, la gestion des risques et désastres doit impérativement prendre en compte une approche de réduction de la vulnérabilité. Les actions prévues dans le cadre de la gestion des risques et désastres doivent tenir compte de la situation AVANT (préparation, prévention, mitigation, alerte), PENDANT et APRES (réponse, réhabilitation, reconstruction) les désastres. Toutes ces mesures visent à intervenir sur les causes et les conséquences des catastrophes en vue de sauver des vies.

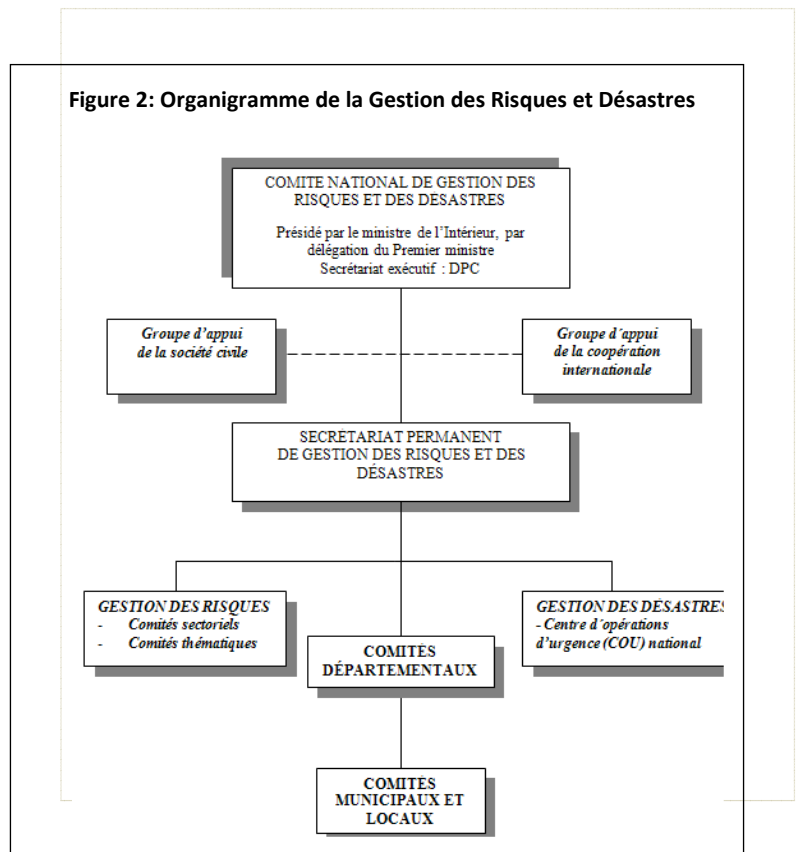
Ce sont les immenses efforts déployés par la Direction de la Protection Civile et ses différents partenaires (PNUD, Banque Mondiale, Union Européenne, OFDA, OCHA, Croix Rouge, etc.) depuis quelques années dans la gestion des catastrophes naturelles qui ont permis de réduire significativement le nombre de morts en 2008 par rapport à 2004. Il convient également de noter l'amélioration dans la coordination au sein des acteurs humanitaires internationaux. Toutefois, un long chemin reste à faire dans ce domaine.

Prévision pour cette période cyclonique. Selon les prévisions faites par les Centres de recherche régionaux, la *National Oceanographic and Atmospheric Administration* (NOAA, Université de Colorado...), la saison cyclonique 2009 devrait être moins active qu'une saison cyclonique moyenne, et donc que celle de 2008. La prévision pour 2009 dans l'Atlantique est de onze tempêtes tropicales, six ouragans dont deux d'intensité majeure.

Interventions et Préparation par la DPC et autres acteurs.- Pour préparer les institutions et les populations à répondre convenablement aux catastrophes hydrométéorologiques, le Système National de Gestion des Risques et des

Désastres (SNGRD), avec l'appui de partenaires divers, se dote d'une Stratégie Nationale de Préparation qui définit de façon méthodique, les actions prévisionnelles d'intervention par rapport à la saison cyclonique. Ainsi plusieurs actions sont entreprises tant par la DPC et la Croix Rouge Haïtienne que par les autres acteurs de la gestion des risques et désastres. Ce sont :

- La redynamisation et le renforcement des comités de protection civile : 10 comités départementaux, 107 comités communaux sur 142 communes et une centaine de comités locaux sur les 565 sections communales du pays fonctionnent ainsi que plus de 100 brigades d'intervention rapide. Chacun de ces comités dispose d'un plan de réponse aux urgences et d'un plan d'évacuation des communautés à risque ;
- La redynamisation des brigades de la Croix Rouge Haïtienne qui existent à tous les échelons administratifs du pays ;
- La réalisation d'une campagne de sensibilisation de la population à travers les médias, les rassemblements sociaux (églises, péris-tyles, réunions communautaires, etc.) et la mise en ligne d'un site web (www.protectioncivile.gouv.ht) ainsi que l'élaboration d'un Plan de Communication en situation d'urgence ;
- La révision du Plan National d'Intervention (PNI) et l'élaboration d'un Plan de Contingence National qui définissent le cadre de structuration, les mécanismes et l'organisation d'après lesquels le Gouvernement et les autres acteurs en gestion des risques et désastres mobiliseront les ressources et organiseront les secours après une catastrophe, de façon à s'assurer d'une réponse humanitaire efficace et coordonnée (voir organigramme de la figure 2) ;
- La mise en place de dispositifs de déplacement de la population au niveau des départements avec les Centres d'Opérations d'Urgence,
- Le renforcement des partenariats avec des organismes de la coopération internationale, les agences humanitaires (OCHA, ECHO, USAID, etc.) et le Gouvernement de Cuba dans le cadre d'une assistance en Alerte et Evacuation et en Gestion des Abris Provisoires.



Des organisations humanitaires, en particulier le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et des ONG financées par l'USAID et la Communauté Européenne, ont déjà identifié et pré positionné des stocks alimentaires et non alimentaires dans des zones d'accès difficiles lors des désastres. La CNSA et FEWSNET, appuyés par l'USAID et avec la collaboration du Centre National d'Information Géospatiale (CNIGS) et d'autres partenaires (DPC, MSPP, PAM, etc.) ont déjà organisé des forums départementaux en vue d'élaborer ensemble des cartes de vulnérabilité multirisques au niveau des communes et sections communales. Ces cartes devraient aider à mieux cibler les zones à surveiller davantage en raison de leurs vulnérabilités spécifiques à différents risques (déficits de disponibilités alimentaires, mauvais accès aux revenus ou aux services de base, dégradation de l'environnement, etc.).

Encadré #1. Coup d'œil sur Gonaïves, 9 mois après les inondations de 2008

Introduction. Gonaïves a vécu des moments difficiles à la suite du passage des ouragans Hanna et Ike en 2008. Ces derniers ont entraîné la mort de 466 personnes et la disparition de 235 personnes. Des pluies extrêmes sont certes à blâmer pour ces catastrophes, mais d'autres raisons ont été évoquées pour les expliquer. L'exploitation abusive et anarchique des ressources naturelles est la cause la plus citée. Si depuis ces tragédies de nombreux acteurs tels que le gouvernement, les bailleurs de fonds et les organisations non gouvernementales (ONG) se sont attelés pour réduire la vulnérabilité de la cité aux aléas, les efforts doivent continuer à s'intensifier en vue d'achever le plus vite possible l'assainissement.

Des inondations majeures dans quatre ans d'intervalles. Gonaïves est située dans une région de plaine aride qui reçoit en moyenne 500 mm de pluie annuellement. Il paraissait improbable, en quatre ans d'intervalles, que des eaux boueuses dévalant les pentes aient forcé toute une population à se réfugier sur les toits de leur maison pendant plusieurs jours. Il faut noter cependant que Gonaïves est entourée de montagnes dont les plus élevées atteignent 1000 mètres. Ces montagnes, généralement humides dans les parties les plus hautes reçoivent en moyenne 1500 mm de pluie l'an. Bien répartie pendant les saisons pluvieuses, cette quantité ne représente aucune menace pour les Gonaïviens.

Cependant, les pluies torrentielles qui se sont abattues sur les bassins versants de la rivière la Quinte (dont les crues se déversent habituellement sur la ville) pendant près d'une semaine représentaient plus de 60 pourcent des pluies annuelles moyennes dans ces hauteurs. Les lits des rivières ne pouvaient plus contenir le volume d'eau de ruissellement, les rivières ont débordé inondant les localités riveraines et la ville des Gonaïves, la troisième ville du pays. A ces pluies exceptionnelles, il faut ajouter le fait que les bassins versants de ces rivières (70.000 ha environ) sont très dénudées et érodées. En certains endroits, la roche-mère qui effleure occasionne le ruissellement de la quasi-totalité des précipitations reçues.

Les inondations de 2008 auraient laissé environ trois millions de tonnes de boues dans la ville des Gonaïves. La circulation était quasi impossible. Les bâtiments publics, particulièrement les établissements scolaires, les églises, les hôpitaux étaient dans l'incapacité d'offrir des services aux gens de la communauté. Aussi, pour permettre à la population de reprendre ses activités, il a fallu d'abord nettoyer les alluvions déposées dans la ville, réparer les infrastructures et rétablir les services. Dans un second temps, des actions à long terme comme l'approfondissement des lits et l'endiguement de rivières ont été enclenchées pour réduire la vulnérabilité de la ville aux intempéries.

Sécurité alimentaire. En vue d'améliorer la sécurité alimentaire des couches les plus vulnérables, le PAM entreprend, entre autres, des actions ponctuelles aux Gonaïves et dans le reste du département de l'Artibonite. Les élèves de certaines écoles reçoivent un plat chaud par jour de classe. Une ration familiale est octroyée à 2000 personnes souffrant de tuberculose ou affectées par le VIH. De plus, le PAM distribue des vivres contre travail pour l'assainissement de la ville des Gonaïves, la réhabilitation des infrastructures agricoles et la protection des bassins versants. Depuis octobre 2008, 6000 tonnes métriques de nourriture sont engagées dans ces activités, ce qui permet de créer deux millions hommes/jours de travail. Au niveau de la Vallée de l'Artibonite, le Ministère de l'Agriculture a procédé au curage de 1100 km de canaux d'irrigation et de drainage augmentant substantiellement la quantité de terres consacrées à la culture du riz. Dans le haut Artibonite la récolte du sorgho et des légumes est en cours.

Travaux de redressement. Beaucoup d'intervenants tels que CNE, PNUD, CHF, CARITAS et CARE s'activent dans l'assainissement de la ville. Plus de 70 pourcent des boues sont enlevées rendant possible la circulation des véhicules à travers les principales artères. La CHF est en train de construire des ponceaux sur le canal de drainage de la rue des Dattes, l'une des plus importantes de la ville, pour la relier aux différentes rues transversales. Le curage très avancé de la rivière la Quinte facilitera l'écoulement des eaux au moment des crues. Le Centre National d'Équipement a, entre autres, procédé à l'élargissement du lit de la rivière qui est passé d'environ 7 m à 40 m de largeur. Des digues sont érigées sur les deux rives et atteignent 3 m de profondeur. Le traitement s'étend sur une longueur d'environ 8 km du pont Mapou-Chevalier, en amont de la ville, jusqu'en-deçà du pont Gaudin, dans le voisinage immédiat de la ville des Gonaïves.

Des interventions sont également en cours en amont, dans les bassins versants. Par exemple, le Ministère de l'Environnement, avec l'appui des jeunes, des femmes et du PAM, a mis en terre plus de quatre millions de plantules d'espèces forestières. Des projets financés par l'USAID, l'Union Européenne et le Programme d'Intensification Agricole (PIA), entreprennent l'aménagement des bassins versants de la Quinte et de Bayonnais. Des travaux de traitement de ravine sont aussi en cours et les agriculteurs apprennent à mieux gérer les ressources « sols » et « eaux ».

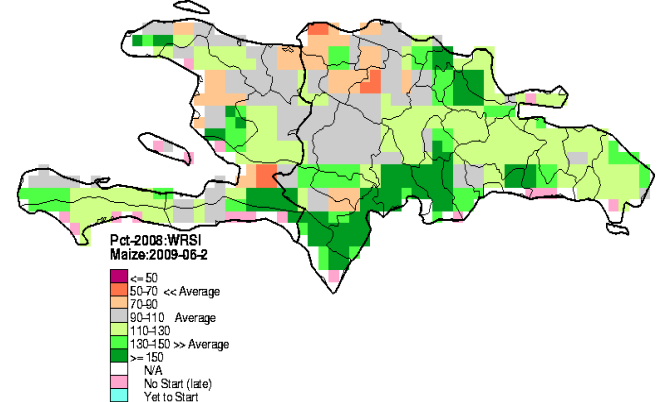
Tous ces travaux auront pour effet à long terme d'améliorer la sécurité alimentaire des habitants de la région, de reconstituer la verdure des mornes, restaurer les sols, ralentir la vitesse d'écoulement des eaux de ruissellement et en bout de ligne de rendre Gonaïves et ses environs moins vulnérables aux inondations.

Aperçu de la situation de sécurité alimentaire actuelle

La récolte de la campagne agricole de printemps, commencée dès la fin du mois de juin, s'avère bonne. Divers informateurs-clés et les estimations satellitaires de pluviométrie et de rendements potentiels estiment cette récolte supérieure à environ 25 pourcent à celle de la même période de l'année 2008. Cette production contribue à augmenter la disponibilité alimentaire, d'autant que la saison de printemps contribue normalement pour environ 60 pourcent dans la production agricole annuelle du pays.

Ceci a, selon CNSA et FEWS NET, largement contribué à faire passer le nombre estimatif de personnes en état d'insécurité alimentaire, surtout modérée, de 2,1 millions en mai à 1.9 millions à la mi-juillet 2009 (soit une réduction de près de 10 %).

Figure 3 : Comparaison entre la saison de printemps 2009 et celle de 2008 (la couleur verte signifie une estimation de rendement d'au moins 10 pourcent de plus qu'en 2008)



Source : USGS/FEWS NET

Les autres facteurs qui ont aussi contribué à cette baisse sont:

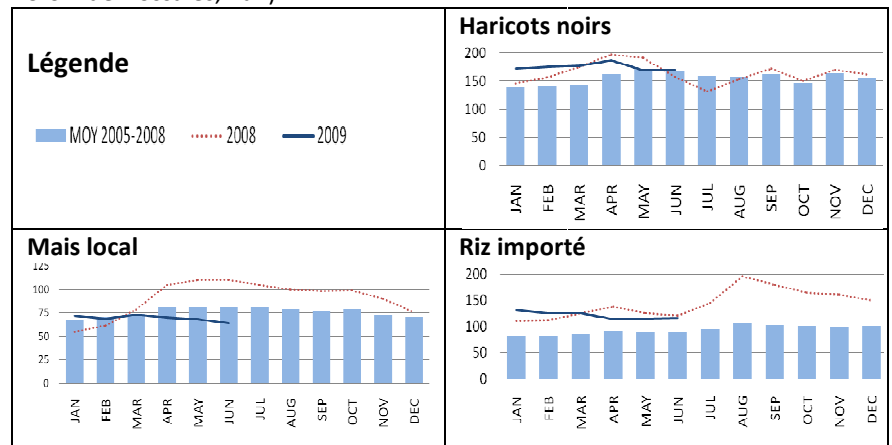
1- les programmes de mitigation et de réduction de la vulnérabilité en cours, tels que les travaux de haute intensité de main-d'œuvre (notamment dans les travaux de nettoyage des villes, curage des rivières et des canaux, de lutte anti-érosive sur les bassins versants etc.) qui, même s'ils restent insuffisants par rapport aux besoins, contribuent à augmenter les revenus des ménages pauvres :

2- l'exécution par des entreprises privées à travers le pays de nombreuses réparations de systèmes d'irrigation et de correction de ravines ou de berges des rivières.

3- la poursuite, par diverses organisations humanitaires, du pré positionnement des kits alimentaires et non alimentaires dans des endroits stratégiques et difficiles d'accès en cas d'urgence.

4- la baisse des prix des produits alimentaires de base, qui avait été observée aux mois d'avril et mai, qui a continué pendant le mois de juin 2009 (Figure 4 et les graphiques en annexe). Les marchés locaux et régionaux sont bien approvisionnés en divers produits alimentaires locaux et importés;

Figure 4: Évolution récente de prix des aliments (gdes/6lbs; Marché de Croix-de-Bossales, PaP)



Source: FEWS NET/CNSA

Recommandations

Vu la situation de vulnérabilité courante et chronique du pays, il est recommandé au gouvernement, bailleurs de fonds, ONG, organisations de la société civile, et autres intervenants de terrain ce qui suit :

1. renforcer la coordination intersectorielle pour une meilleure gestion des risques et désastres afin de répondre aux catastrophes futures;
2. rendre opérationnel et renforcer le schéma directeur d'aménagement des bassins versants élaboré par le Ministère de l'environnement et ses partenaires;
3. soutenir techniquement et financièrement les programmes à court et moyen terme de réduction de la vulnérabilité.